

## NIGER

**Que se passe-t-il au Niger ?**

## ■ Interview d'un responsable syndical

**Le 26 juillet, un coup d'État d'une branche de l'armée s'est déroulé au Niger. Que s'est-il passé, que revendiquent ceux qui l'ont organisé et quelles sont les réactions de la population ?**

Effectivement, dans la matinée du 26 juillet, des événements se sont déroulés à Niamey, la capitale du Niger, qui se sont transformés en coup d'État militaire. Dans la soirée, un groupe de militaire a déclaré sur la télévision nationale avoir mis fin au régime de la VII<sup>e</sup> République et avoir créé un nouvel organe : le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP). Dans cette première déclaration, ils ont assuré respecter tous les engagements internationaux auquel le Niger avait souscrit, ainsi que les droits civiques et humains, et la protection de l'intégrité physique des autorités déchues.

Le lendemain, il y a eu des scènes de liesse, à Niamey, à Dosso et à Tillabéry. Des centaines de personnes sont descendues dans les rues pour soutenir le coup d'État contre Bazoum. Le vendredi 28, le général Abdourahmane Tiani, président du CNSP, a pris la parole pour évoquer des préoccupations qui font écho aux aspirations légitimes des Nigériens : la corruption, l'impunité, la mauvaise gestion de la crise sécuritaire, des libérations extrajudiciaires de terroristes, des recrutements de milices qui reçoivent des ordres du politique sans aucun respect du règlement militaire. Il a évoqué également le manque de coopération avec le Burkina Faso et le Mali, pays avec lesquelles le Niger partage ses frontières dans la zone du Liptako qui est dangereusement affectée par le problème de l'insécurité. Il a dénoncé l'absence de résultats des « partenaires » du Niger dans la lutte contre le terrorisme, en dépit des discours distillés par les milieux politiques nationaux et internationaux. Par exemple, il s'est interrogé : comment comprendre l'armada qui a été déployée au niveau de Niamey

pendant que des voyous qui circulent à moto continuent de commettre des exactions à 40-50 km de la capitale ?

Enfin dimanche, les Nigériens sont descendus massivement dans la rue – près de 4 millions de personnes – pour soutenir les déclarations du CNSP et aussi pour dire que nous n'accepterons pas que la France, sous couvert de lutte contre le terrorisme, intervienne militairement dans les affaires du pays.

**Le Niger occupe une situation stratégique pour la France. Ancienne colonie, son président Bazoum est un partenaire fidèle de Paris. Le pays a accueilli les militaires français repliés du Mali et du Burkina d'où ils ont été chassés et l'uranium extrait sur son territoire assure « l'indépendance énergétique » de la France. Est-ce que ce coup d'État remet en cause la nature de la relation France-Niger ?**

Par rapport aux bases étrangères, il faut dire qu'ils vont quitter le Niger, de la même façon qu'ils ont quitté le Mali et le Burkina Faso. Ça, ce n'est pas négociable, nous avons nos propres armées. Des bases nigériennes en France ou aux Etats-Unis, vous voyez bien que ce ne serait pas possible ! Alors à partir du moment où ils se sont installés de force dans nos pays et que les populations, constatant qu'il n'y a aucun résultat, demandent leur départ et bien il n'y a pas de choix, ils vont partir. L'essentiel est de mettre fin à l'insécurité et ces « partenaires » en sont incapables. Plus de 800 écoles sont fermées dans la région de Tillabéry. Plus de 72 000 élèves ne vont pas à l'école. Des milliers de personnes se sont déplacées pendant cette saison agricole alors que les gens sont censés rester chez eux pour cultiver leur champ pour produire ce qui va leur permettre de vivre les neuf mois prochains. Et c'est durant cette période



Le 30 juillet, des citoyens se rassemblent devant l'Assemblée nationale à Niamey.

que les populations ont été déplacées, cela veut dire qu'ils ne vont pas travailler dans leurs champs et qu'ils seront en proie à l'insécurité alimentaire. Concernant les relations partenariales pour le commerce de l'uranium, je ne maîtrise pas le contenu des accords entre les deux parties, mais si les nouvelles autorités estiment qu'ils n'arrangent pas le Niger, on peut demander leur révision. Plus de 50 ans d'exploitations de l'uranium au Niger par la France, et même au niveau de la capitale de Niamey, la couverture en électricité des habitations n'est pas complète ! C'est un problème. Il faut savoir que nous sommes les propriétaires de la ressource. Si on ne s'y retrouve pas, on peut demander à les réviser, ou carrément arrêter ces accords. Le Niger est un Etat souverain.

**Dans cette situation, que déclarent les syndicats ?**

Au niveau des centrales syndicales, nous avons publié un communiqué qui prend acte des préoccupations qui sont soulevées dans les déclarations et nous avons mis en garde les chancelleries étrangères de toute intervention dans les affaires de notre pays. Les mesures que Macron est en train de prendre sont très préoccupantes pour nous. Il veut convoquer un conseil de sécurité en France sur une question nigérienne et s'appuie sur l'Union africaine et la Cédéao pour envisager une intervention militaire au Niger.

Le peuple français sait-il réellement ce que Macron fait en Afrique ? C'est ça la guerre contre le terrorisme ? Quand on leur demande de partir, ils se révèlent être des forces d'oc-

cupation. Macron cherche à tromper l'opinion française en parlant de sentiments anti-français, c'est faux, nous apprécions les Français, mais détestons le système de destruction de nos pays. Le régime de Bazoum a été vomi comme l'a été le régime impérialiste au Mali, au Burkina Faso, ou en Guinée.

Donc c'est une marche qui est irréversible et il faut le comprendre dans ce sens-là. Les organisations syndicales restent vigilantes, sans soutien aveugle. S'ils essayent de dévier des principes qu'ils ont énoncés dans leur déclaration et bien nous ne serons pas d'accord. Et il faut savoir que plus jamais nous n'accepterons que notre pays soit pris en otage par quiconque. C'est un message qui doit être très clair. ■

CHINE > Le droit du travail (1<sup>re</sup> partie)**« Droits des travailleurs et relations de travail en Chine »**

Présentation par Albert Tarp

On trouvera dans ce document du *China Labour Bulletin* (10 juillet) des extraits un éclairage, vu de l'intérieur, sur l'évolution des rapports entre la classe ouvrière, les employeurs et le gouvernement du PC chinois.

Nous publions ici une première partie sur un état du droit du travail en Chine puis une seconde la semaine prochaine qui sera consacrée à la question des syndicats.

**L'évolution du droit du travail en Chine**

Alors que la Chine est passée d'une économie planifiée à une économie plus axée sur le marché depuis la période de réforme et d'ouverture, le système d'emploi du « bol de riz en fer » des contrats de travail qualifiés. Le gouvernement a progressivement introduit un large éventail de lois pour



Le 11 juillet, les travailleurs d'une entreprise privée de cigarettes électroniques, à Shenzhen protestent contre les licenciements.

réglementer les relations de travail et stipuler les droits et obligations des employeurs et des employés. L'objectif d'une grande partie de cette législation était d'aligner progressivement la Chine sur les normes internationales et de faciliter l'entrée et la participation du pays dans des entités économiques mondiales telles que l'Organisation mondiale du commerce. (...)

Les années 2000 représentent le point culminant de la législation du travail en Chine, avec l'entrée en vigueur d'au moins huit lois et réglementations nationales majeures. (...) La nouvelle loi la plus notable était la loi de 2008 sur l'assurance sociale, qui codifiait et clarifiait les réglementations existantes sur les obligations employeur-employé liées aux pensions, à l'assurance chômage, à l'assurance maladie, à l'assurance contre les accidents du travail et à l'assurance maternité. (...)

Alors que l'économie ralentissait dans les années 2010, plusieurs hauts responsables gouvernementaux ont

ouvertement discuté de la réduction des protections du travail dans le but de créer un environnement juridique plus favorable aux entreprises. En effet, la dernière nouvelle législation importante de cette période, le règlement de 2015 sur les contrats collectifs des entreprises du Guangdong – qui visait à donner aux travailleurs du Guangdong le droit de négocier collectivement – a fini par offrir peu de nouveautés aux travailleurs et a été largement ignorée par toutes les parties. Des réglementations similaires sur la négociation collective sont présentes dans d'autres localités, telles que le Jiangsu, le Liaoning, le Henan et le Zhejiang. (...)

**Action collective des travailleurs, grèves et négociations collectives**

Le premier point à noter dans toute discussion sur l'action collective en Chine est que, bien que le droit de

grève ait été supprimé de la Constitution de la République populaire de Chine en 1982, il n'existe aucune interdiction légale pour les travailleurs de faire grève. En fait, il y a eu de nombreuses grèves qui ont fait la une des journaux au cours de la dernière décennie (...), la grande majorité des protestations collectives (environ 80%) étant liées au non-paiement des salaires. (...)

Les faillites d'entreprises dans les secteurs de la fabrication et des services ont considérablement aggravé le problème. Il est de plus en plus courant que de nouvelles start-up dans le secteur des services se développent rapidement, embauchent de nouveaux employés, puis rencontrent des problèmes financiers et ferment soudainement, laissant les travailleurs sans emploi avec plusieurs mois de salaire non payé. (...)

Pour la version chinoise de cet article, veuillez consulter sur notre site web chinois.

(A suivre.) ■

## Retrait des troupes françaises du Niger !

Andreu Camps

Au moment où nous écrivons ces lignes, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a décidé de ne pas respecter son propre ultimatum dicté le 30 juillet qui exigeait du « Conseil national pour la sauvegarde de la patrie » (CNSP), nom officiel des militaires qui ont pris le pouvoir à Niamey, la liberté du président déchu Mohamed Bazoum et le rétablissement du prétendu « ordre constitutionnel ». Le CNSP avait mis le pays en état d'alerte et a reçu le soutien des gouvernements du Burkina Faso et du Mali. Parallèlement, la majorité écrasante du Sénat du Nigeria, le pays hôte de la Cédéao, s'est prononcée contre toute intervention militaire et plusieurs autres gouvernements africains, notamment l'Algérie, sont allés dans le même sens. Tous mettent en garde contre l'explosion qui provoquerait une intervention militaire au Niger.

Il est patent qu'une bonne partie, si ce n'est la majorité, du peuple du Niger, s'est exprimée clairement contre toute intervention militaire étrangère et a soutenu les appels patriotiques. Le meeting de Niamey qui a rassemblé 30 000 citoyens le dimanche 6 août en est un exemple.

Mais, au-delà, le rejet clair et net de la présence militaire étrangère, notamment française et américaine, l'exigence de recouvrer la souveraineté et le contrôle des riches ressources du pays concernent tous les pays africains. Il s'agit donc d'un vrai sursaut, qui s'exprime dans tous les pays de la région, et qui prend une ampleur continentale.

Dans une certaine mesure, c'est un tournant qui s'amorce dans les formes qu'ont prises jusque-là la domination impérialiste, le pillage des ressources, l'instauration des régimes fantoches et la perte de toute souveraineté nationale. Ce qu'expriment les différents communiqués que nous publions, c'est le rejet unanime de tous les peuples africains de l'ingérence militaire étrangère et, en même temps, c'est la lutte pour la défense des revendications des travailleurs et de la population.

La Cédéao se réunit de nouveau jeudi 10 août à Abuja (Nigeria). Macron a beau, tel un petit roquet, se prononcer pour une intervention militaire, la mobilisation du peuple du Niger, la sympathie de tous les peuples africains – et notamment des pays voisins – se dressent avec force contre la politique impérialiste.



Meeting dans le plus grand stade de Niamey, le 6 août 2023.

**Comité international de liaison et d'échanges**  
CILÉ  
AFRIQUE

## Motion de soutien au peuple, aux travailleuses et travailleurs du Niger

Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) Afrique, le 3 août

**V**aillant peuple travailleur du Niger ! Voici quelques jours que vous répondez à l'appel de l'histoire de votre pays contre l'impérialisme et ses relais locaux de la sous-région ouest-africaine. Le Comité de liaison et d'échanges-Afrique (Cilé-Afrique) se tient fermement à vos côtés, conformément à son principe fondamental condamnant l'ingérence politique et militaire de l'impérialisme et de ses suppôts. Sur la ligne du message de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT) du 31 Juillet 2023,

relatif à la situation qui prévaut actuellement au Niger, le Cilé-Afrique réaffirme, ici et maintenant, que c'est au Peuple du Niger de décider, en toute souveraineté, de son avenir !

Dans cette dynamique, le Cilé-Afrique condamne les sanctions criminelles de la Cédéao portées, non pas contre les « élites » nigériennes, mais contre les populations de ce pays qui en sont les principales victimes. Peut-on prétendre aimer un peuple et vouloir l'étrangler ? C'est pourquoi, le Cilé-Afrique :

- 1) S'élève contre les menaces d'interventions militaires diverses, dont celles des gouvernements des Etats-Unis et de la France, sous le faux drapeau de la Cédéao ;
  - 2) Encourage le peuple et les travailleurs du Niger à poursuivre la résistance et
  - 3) Salue les mesures légitimes qu'ils soutiendront, en vue d'assurer le progrès économique et social de leur pays.
- Honneur et dignité ! aux travailleurs et au peuple du Niger.

Le Cilé-Afrique

**eit**  
www.eit-alger2017.org

## Message de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**D**epuis sa fondation en 1991, l'Entente internationale des travailleurs s'est toujours prononcée contre l'ingérence politique et militaire de l'impérialisme. C'est pourquoi elle considère qu'aujourd'hui c'est au peuple du Niger de décider souverainement et librement de son avenir. Elle dénonce les menaces d'intervention militaire de la part des gouvernements des Etats-Unis, de la France, et de la Cédéao et les menaces de rétorsions économiques. La souveraineté des peuples est imprescriptible.

## Communiqués

### Communiqué de presse de la Fédération des syndicats des enseignants du secondaire, des enseignements techniques et professionnels (FSES/ETP) du Niger

– La FSES/ETP regrette la remise en cause de l'ordre constitutionnel voulue par les autorités nigériennes déchuées en raison de leur gouvernance caractérisée par une insécurité permanente et une mauvaise gestion économique et sociale ;

– Dénonce et condamne le comportement belliqueux et sadique de la Cédéao dans le destin des conflits dans les pays membres de cette organisation sans oublier l'Union africaine et l'Union européenne ; [...]

– La FSES/ETP demande aux nouvelles autorités de :

- Rallier le paiement du pécule des enseignants contractuels à celui des salaires ;
- Finaliser le recrutement de 2 150 enseignants contractuels à la fonction publique ;
- Respecter les calendriers des concours professionnels programmés par le ministère de la Fonction publique ;
- Continuer le paiement des incidences et rappels de salaires ;

• Respecter tous les protocoles d'accord signés entre le gouvernement déchu et les structures syndicales [...]

– La FSES/ETP exige le retrait sans délai de toutes les forces étrangères inutilement installées sur notre territoire.

Pour finir, la FSES/ETP lance un appel de mobilisation permanente à l'ensemble de ses militantes et militants afin de répondre massivement à tout éventuel mot d'ordre pour défendre et sauvegarder notre patrie.

### Communiqué de presse du bureau exécutif national du Syndicat autonome des magistrats du Niger (Ben/Saman)

Soucieux de la préservation des acquis démocratiques obtenus de hautes luttes et de l'enracinement de l'Etat de droit dans notre pays, le Ben/Saman :

- Condamne l'intrusion de l'armée dans la scène politique de notre pays à travers le coup d'Etat survenu le 26 juillet 2023 ;
- Exige du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) le retour à l'ordre constitutionnel normal dans un délai raisonnable ;

– Demande aux Forces de défense et de sécurité de se cantonner à leur mission principale, celle d'assurer la sécurité des populations et la défense de l'intégrité du territoire nigérien ;

– Rappelle au CNSP que, même dans un régime d'exception, nul ne doit être privé de ses droits et libertés sans une procédure judiciaire suivie dans le respect des lois et instruments juridiques internationaux en vigueur dans notre pays ;

– Fustige enfin les mesures draconiennes prises par la Cédéao et l'Uemoa à l'encontre du Niger dont les principales victimes seront les populations démunies.

### Déclaration du barreau des avocats du Niger

Considérant que dans une société qui se veut démocratique et soucieuse du sort des droits fondamentaux de la personne humaine, tout acte de nature à remettre en cause les principes démocratiques est une régression ;

Le barreau du Niger, sentinelle des droits fondamentaux et vigie des libertés, condamne toute remise en cause des acquis démocratiques du Niger [et] juge par conséquent que toute rupture avec l'ordre constitu-

tionnel ne fera que saper les aspirations profondes des citoyens à la liberté, à l'Etat de droit et au développement ; [...]

S'insurge d'avance contre toute intervention militaire extérieure, peu importe d'où qu'elle provienne et quels qu'en soient les buts et le fondement, dès lors qu'une telle intervention ne fera qu'exacerber la situation sécuritaire et la paix intérieure et provoquer des pertes en vie humaines ;

De même, le barreau s'insurge contre les sanctions économiques qui vont toucher directement la population nigérienne et ne feront qu'aggraver sa souffrance, alors qu'il est connu de tous qu'ailleurs, elles n'ont produit aucun résultat si ce n'est celui d'exacerber la situation suffisamment et durement éprouvée par le terrorisme et l'insécurité. Le barreau étudie la possibilité d'engager les recours devant les juridictions internationales compétentes, notamment en procédures d'urgence contre les dites sanctions.

C'est le lieu d'affirmer qu'aucune dérogation tendant à remettre en cause le principe de la séparation des pouvoirs, corollaire de l'indépendance du pouvoir judiciaire, ne serait admissible non plus.



## « Nous exigeons la levée immédiate et sans conditions des sanctions injustes contre le Niger »

Entretien avec **Moussa Diallo**, secrétaire général de la CGT-B, Confédération générale du travail du Burkina Faso

**Le 26 juillet, un coup d'Etat militaire est advenu au Niger. La France, les USA, la Cédéao, l'Union africaine... menacent de sanctions économiques et d'une intervention militaire si le président Bazoum ne revient pas rapidement au pouvoir. La population nigérienne est descendue massivement dans la rue ces derniers jours pour dénoncer les ingérences extérieures. Le gouvernement militaire de Guinée a dénoncé les sanctions économiques de la Cédéao et, quant au Burkina Faso et au Mali, ils menacent conjointement d'intervenir militairement pour défendre les putschistes nigériens en cas d'intervention de la Cédéao.**

### Comment la CGT-B analyse-t-elle cette situation ?

**Moussa Diallo :** Il faut commencer par condamner sans appel la recrudescence des coups d'Etat, aussi bien militaires que constitutionnels, en Afrique de l'Ouest en général et particulièrement dans la bande sahélo-saharienne. Soyons clairs et précis : la CGT-B condamne par principe le coup d'Etat militaire advenu au Niger. Comme vous le savez bien, les coups d'Etat sont des complots militaires ou civilo-militaires dont les objectifs sont inconnus généralement des peuples. Bien plus, l'impérialisme les utilise souvent pour briser l'élan de lutte des peuples pour un changement radical en leur faveur. Nous pensons que ce qui se passe au Niger est l'expression des rivalités inter-impérialistes pour des positionnements géostratégiques et le contrôle des richesses minières et minérales du Niger. Il y a donc une sorte de guerre par procuration qui se prépare contre le peuple nigérien. Et nous ne saurions soutenir ni les putschistes ni accepter les sanctions et les menaces d'intervention militaire de la Cédéao pour soi-disant rétablir le pouvoir légitime de Mohamed Bazoum. Nous sommes par principe contre les ingérences étrangères dans les affaires intérieures des Etats. C'est pourquoi nous ne cautionnons pas les sanctions prises par l'Uemoa (*Union économique et monétaire ouest-africaine, Ndlr*) et la Cédéao contre le Niger, car



Manifestation le jour anniversaire de l'indépendance à Niamey le 3 août 2023.

leurs conséquences seront désastreuses pour les travailleurs et le peuple nigériens. De ce point de vue, nous exigeons la levée immédiate et sans conditions des sanctions iniques et injustes contre le Niger qui ne feront qu'amplifier les souffrances des populations qui subissent déjà les affres des attaques terroristes.

**Au Burkina Faso, près de 40 % du territoire est contrôlé par des groupes terroristes et la reconquête de ces territoires est la mesure prioritaire du gouvernement du capitaine Ibrahim Traoré : Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), taxes additionnelles sur divers produits de consommation,**

**achat de nouveau matériel militaire... Comment se traduit cette politique sur le terrain et pour les travailleurs ?**

Nous commençons par faire observer que le gouvernement avait sollicité l'accompagnement de l'unité d'action syndicale (UAS), à laquelle appartient la CGT-B, pour le prélèvement de 1 % des salaires par mois et l'application de nouvelles mesures fiscales comme effort de guerre. L'UAS avait en son temps signifié clairement aux autorités de la transition qu'elle ne saurait les accompagner dans la prise de mesures qui vont précariser davantage les conditions de vie et de travail des travailleurs en particulier et des populations en général. Elle avait sug-

géré au gouvernement de la transition d'orienter ses efforts dans le recouvrement des restes à recouvrer (Rar) qui remontaient à plus de 1 000 milliards de francs CFA, dans le recouvrement des créances de l'Etat dues par des dignitaires des régimes précédents (notamment par des anciens ministres et députés), la lutte contre la fraude fiscale et douanière, etc. Par ailleurs, l'UAS avait suggéré au gouvernement de la transition d'organiser et de former les populations dans les différents villages et de les doter en moyens afin que celles-ci puissent s'autodéfendre. Nous faisons malheureusement le constat que le gouvernement a décidé du recrutement de VDP et de l'institution de nouvelles taxes qui viennent renchérir les prix des produits soumis à ces nouvelles taxes. Ces taxes additionnelles sont anti-sociales et anti-travailleurs et vont certainement davantage détériorer les conditions de vie des populations qui sont les premières victimes de la crise sécuritaire. Du reste, l'application des nouvelles taxes sur les prestations des téléphonies mobiles a été contestée par les populations comme des mesures qui aggravent leur misère.

**L'inflation a significativement augmentée, au moins depuis la crise du Covid-19, et s'est renforcée avec la guerre russo-ukrainienne, deux exportateurs majeurs de céréales, d'engrais ou d'hydrocarbures... L'augmentation des prix se répercute sur l'ensemble des consommations. Par exemple, le 8 août prochain, une association de**

**consommateurs burkinabès appelle pour la deuxième fois au boycott des télécoms (Orange, Moov, Telecel) pour dénoncer les prix de communication excessifs. Dans ce contexte économique tendu, comment se déroulent les négociations salariales des travailleurs du Burkina Faso pour le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat ?**

Nous tenons à préciser que depuis la prise du pouvoir par le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), aucune négociation salariale directe n'est encore ouverte entre le gouvernement et nos organisations. A l'occasion de la commémoration du 1<sup>er</sup> Mai en 2022 et en 2023, nous avons transmis au gouvernement deux plates-formes revendicatives qui synthétisent les préoccupations des travailleurs et dans lesquelles figure en bonne place l'augmentation du pouvoir d'achat des populations dans ce contexte de renchérissement continu du coût de la vie. Le gouvernement nous a transmis ses réponses aux revendications de l'année 2022 et a annoncé que des négociations vont s'ouvrir très prochainement sur ces revendications. Pour ce qui est des revendications de 2023, nous attendons toujours les réponses du gouvernement. Dans tous les cas, nous aviserons en temps opportun.

**Voulez-vous ajouter quelque chose ?** Nous voudrions vous remercier de nous avoir donné la parole dans les colonnes de votre journal pour parler de la situation difficile que vivent les peuples de la sous-région ouest-africaine. ■

### Message de solidarité et de soutien de la Confédération générale des travailleurs du Bénin (CGTB) aux camarades secrétaires généraux des centrales et confédérations syndicales du Niger

**D**epuis le 26 juillet 2023, une nouvelle page de l'histoire de votre pays, que dis-je ? de notre continent l'Afrique a commencé par s'écrire, à la faveur du coup d'Etat militaire intervenu dans votre pays. Convaincu qu'en pareilles circonstances, seuls l'intrépide peuple nigérien et ses vaillants travailleurs, qui paieront la facture d'une telle situation, au premier chef, peuvent en toute souveraineté juger de l'opportunité de cette intervention de l'armée, je mesure l'ampleur de votre responsabilité historique.

Au-delà de vous et au regard des réactions paternalistes hideuses de la France et de sa bande d'association de malfaiteurs européens et leurs valets locaux africains, il me semble

enfin que l'heure d'une aube véritablement nouvelle est proche pour notre beau et riche continent : l'Afrique.

En tant que panafricaniste, je ne peux rester indifférent à l'éclatement qui guette notre continent et au drame qui pointe à l'horizon pour nos peuples.

Je pense que c'est également le moment de nous épauler mutuellement en tant que travailleurs aux côtés de nos dirigeants pour qu'ils s'affranchissent des amitiés malsaines dont seule la métropole tire profit.

Je veux également bien espérer que les institutions communautaires africaines vont très vite mesurer l'enjeu pour les peuples d'Afrique de s'autodéterminer et de prendre leur des-

tin en main. Vivement que ceux qui ont la destinée de ces organisations comprennent que ce serait criminel de répondre à la demande d'un mieux-être de leurs peuples par des coups de canon.

Camarades secrétaires généraux, c'est confiant que vous saurez faire usage des fonctions universelles du syndicat pour jouer votre partition en ces moments délicats que je vous exprime le soutien et la solidarité de la classe ouvrière béninoise réunie au sein de la Confédération générale des travailleurs du Bénin (CGTB). Vive le Niger ! Vive le panafricanisme ! Vive une Afrique libre et prospère !

Le secrétaire général de la CGTB,  
Cotonou,  
le 4 août 2023

Communiqué du POI, 14 août

## **Non à l'intervention de la France au Niger, comme à toute intervention extérieure !**

**Depuis le 26 juillet, le gouvernement français, par la voix du président Macron et des ministres, multiplie les déclarations menaçantes vis-à-vis du Niger et de son peuple.**

**L**e peuple du Niger a obtenu son indépendance en 1960 vis-à-vis de la puissance coloniale française, et pourtant l'armée française s'y est maintenue : aujourd'hui, 1 500 soldats français sont présents au Niger, sur la base aérienne de la capitale, Niamey, avec quantité de blindés, d'hélicoptères d'attaque, d'avions de chasse et de drones Reaper armés de bombes. C'est la démonstration d'une présence militaire coloniale pour perpétuer l'exploitation et le pillage impérialiste.

Le président Macron a déclaré le 30 juillet qu'il ne « tolérera aucune attaque contre la France et ses intérêts » en parlant du Niger. Les « intérêts » invoqués par le président Macron sont connus, c'est l'enrichissement des multinationales qui pillent les pays d'Afrique. Au Niger, ce sont particulièrement les intérêts des trusts impérialistes Total et Orano (ex-Areva), pour le pétrole et l'uranium, alors même que le peuple du Niger est privé de tout.

Le 5 août, s'exprimant sur RFI, la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colona, a brandi « une menace qu'il faut prendre très au sérieux d'intervention d'une force régionale » contre le Niger. Le gouvernement Macron pousse donc et s'associe à une intervention de la Cédéao au Niger.

L'Etat français a un bilan terrible d'interventions militaires criminelles pour imposer ses choix en Afrique. Rappelons les interventions françaises précédentes : en Libye, en 2011, avec bombardements massifs aériens et navals ; au Mali, en 2014. Ces interventions de l'armée française pour défendre les « intérêts » dont parle Macron n'ont servi qu'à déclencher pillages du sous-sol, crimes et violences contre les peuples d'Afrique, déracinement des populations et toujours plus de chaos. Aujourd'hui, la Libye n'existe plus comme entité nationale, son ancien armement a fini dans les mains de dizaines de milices et de gangs déstabilisant toute la zone sahélienne. Les conflits guerriers engendrés par la France et les autres impérialismes contraignent les populations à fuir pour survivre et conduisent au sort infâme imposé aux réfugiés.

D'ores et déjà, des prises de position d'organisations syndicales et politiques se multiplient dans différents pays d'Afrique contre toute intervention étrangère, de la Cédéao ou de tout impérialisme au Niger.

Le POI est solidaire des travailleurs et du peuple du Niger dans leur combat pour la souveraineté, pour s'opposer à l'exploitation et aux guerres.

Le POI défend le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il appartient au peuple du Niger et à lui seul de décider de son avenir.

Le POI s'exprimera et agira pour renforcer, en France, l'opposition à toute volonté du gouvernement français d'intervenir au Niger.

**NON à toute intervention, militaire ou autre, de la France au Niger !**

**Non au soutien de la France à la Cédéao dans une guerre par procuration contre le Niger !**

**Retrait des troupes françaises du Niger !**

## DÉFENSE DE LA SOUVERAINETÉ

« Avec des alliés comme ça, on n'a pas besoin d'ennemis »

Lucien Gauthier

C'est la phrase d'un haut dignitaire français à propos de l'attitude des USA au Niger citée par *Le Figaro* (14 août).

Tout le monde parle des Russes, des Chinois, mais il y a surtout les Américains. Sous le titre « *Après le putsch au Niger, la France craint d'être doublée par son allié américain* », *Le Figaro* écrit :

« Les Américains ont rapidement condamné une option militaire. "Il n'y a pas de solution militaire acceptable", déclarait Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine. (...) Victoria Nuland (une haute diplomate américaine, Ndlr) célèbre en Europe pour son "Fuck the EU" prononcée en Ukraine en 2014, avait préalablement conditionné sa venue à une rencontre avec le président Bazoum. Le refus des putschistes n'a finalement pas entravé sa visite. L'arrivée prochaine au Niger de l'ambassadrice Katleen Fitzgibbon dont la nomination a été validée le 27 juillet 2023,

le lendemain du coup d'Etat, après un an et demi de vacance du poste, "c'est quasiment une reconnaissance officielle", juge un observateur. Un diplomate français explique : ils (la junte) savent que sans la capacité de surveillance américaine, tous leurs efforts pour combattre les jihadistes sont vains. (...) Les Etats-Unis pensaient disposer d'un atout de taille auprès des putschistes en la personne du général Barmou, "our guy" (notre gars) disaient les militaires américains pour faire référence à l'ancien commandant des forces spéciales devenu chef d'état-major de l'armée formé par les Etats-Unis. C'est d'ailleurs cet officier que Victoria Nuland a rencontré lors de son passage à Niamey. »

Et d'ailleurs la Cédéao, qui avait annoncé une intervention militaire rapide au Niger, privilégie maintenant la solution diplomatique, alors que le gouvernement Macron poussait à l'intervention.

Mais il serait erroné de croire que les Etats-Unis vont établir une domination sur l'Afrique de l'Ouest comme la France l'avait fait du temps de la Françafrique. La situation n'est plus la même : différents impérialismes et des monopoles se combattent pour le pillage de l'Afrique, provoquant des guerres dans plusieurs pays du continent. Et puis, et c'est là un élément essentiel : il y a les peuples qui se dressent pour chasser la domination néocoloniale. On l'a vu au Mali, au Burkina Faso et maintenant au Niger et dans d'autres pays également.

## « La démocratie, c'est au peuple de choisir »

■ Interview d'un syndicaliste du Niger



Réunion de syndicalistes à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), à Niamey au Niger, le 12 août.

**Depuis le coup d'Etat, diverses menaces économiques et militaires ont été brandies ou appliquées contre le Niger par la Cédéao, l'Union africaine, la France, les USA... Quelle est la situation et comment est-elle vécue par la population et les travailleurs ?**

L'ensemble des populations et des travailleurs nigériens estime que ce sont des sanctions injustes et inhumaines qui n'ont d'autre objectif que de maintenir encore dans la misère les populations meurtries déjà par dix années de mauvaise gouvernance de l'ancien régime. Les populations nigériennes sont sorties massivement pour soutenir ces militaires parce qu'ils sont déçus et meurtris par la gouvernance de ces régimes-là.

La fermeture des frontières, les sanctions économiques, y compris la prétention d'aller vers une intervention militaire..., ça n'a jamais été prévu dans les textes de l'instance communautaire de la Cédéao. Normalement, c'est un outil d'intégration économique et non pas un outil pour faire la promotion de la violence. Donc, je pense que ce sont des décisions prises sous le coup de la passion et que ces organisations ont intérêt à revoir leurs positions

Aujourd'hui, la vie se passe normalement à Niamey. Les gens vaquent à leurs occupations, contrairement à ce que veulent faire croire certaines chancelleries telles que la France qui ont fait évacuer leurs ressortissants. Macron pense qu'à travers ça, il va obtenir l'adhésion du peuple français, mais, en réalité, c'est faux.

Je voudrais profiter de cette occasion pour informer l'opinion française qu'il n'y a aucune menace, que les citoyens français, et des autres pays, vivent très bien en harmonie avec les populations nigériennes. Ce que les Nigériens condamnent, c'est l'ingérence du gouvernement français, de Macron,

dans la gouvernance de nos Etats et la présence des forces françaises qui ne sert absolument à rien. Le problème, c'est avec le système qui a été mis en place par ces gouvernements impérialistes. Ils n'ont pas besoin de faire évacuer leurs ressortissants, personne n'a de problème avec eux, c'est un faux problème. Il faut que l'opinion le sache et je voudrais qu'il y ait une large diffusion de cet aspect.

Aujourd'hui dans toutes les régions du Niger, les manifestations sont en train de se passer de jour comme de nuit, car les gens s'insurgent contre ce qu'on peut considérer comme une agression. Vouloir rentrer dans la gestion interne des Etats ?

La démocratie, c'est au peuple de choisir, pas à l'extérieur du pays de lui imposer quoi que ce soit. La mauvaise gouvernance de la question sécuritaire, c'est les Nigériens d'abord qui la vivent, ainsi que toute la sous-région, avec le Mali et le Burkina Faso. Nous vivons ça dans nos chairs, et c'est à nous de décider ce qui est bon pour nous. La France, les USA, la Cédéao, ne devraient pas être là pour protéger des amis, ils devraient être du côté du peuple s'ils veulent être du bon côté de l'histoire.

**Sous la présidence de Bazoum, de nombreux emprisonnements politiques et répressions policières ont eu lieu, en même temps que le gouvernement se refusait à appliquer les accords pourtant signés avec les syndicats (harmonisation du régime indemnitaire, recrutement des agents contractuels de la fonction publique, prime spéciale de départ à la retraite, paiement des arriérés de salaires, valorisation du point d'indice et du Smic...). Est-ce que ce nouveau gouvernement répond à ces revendications démocratiques et sociales ?**

Par rapport aux revendications qui n'ont pas été prises en charge par

l'ancien régime, nous pensons que l'Etat est une continuité et que ce nouveau pouvoir va devoir y répondre. Dans ses déclarations, le CNSP a fait ressortir tous les aspects qui ont fait échouer l'ancien régime : la mauvaise gouvernance, la gabe-gie financière, la corruption, l'instrumentalisation de la justice, la mauvaise gestion de la crise sécuritaire, la libération extra-judiciaire de terroristes...

Donc, nous pensons que les nouvelles autorités doivent mettre en place des institutions fortes, à savoir une justice indépendante qui ne sera pas à la solde de ceux qui sont au pouvoir. C'est ce que nous attendons, afin que la lumière soit faite sur beaucoup de dossiers qui sont là, notamment des individus qui commettent des détournements de fonds publics et continuent à se pavaner impunément.

Aujourd'hui, le gouvernement est mis en place et nous allons l'accompagner pour gérer d'abord la question sécuritaire préoccupante, et le reste viendra. Il faut comprendre que la situation sécuritaire s'est dégradée avec les interventions militaires des forces étrangères. Ce n'est pas pour rien que les populations demandent leur départ.

Ce n'est plus possible de ramener Bazoum à la présidence du Niger, de demander de ramener un régime déchu, ça ne s'est jamais passé. Quand il y a eu un coup d'Etat en 2010 pour destituer Mamadou Tanja qui voulait briguer un troisième mandat en passant outre la Constitution, Bazoum avait pris le micro à l'époque pour saluer l'arrivée de l'armée sur la scène politique. Mais aujourd'hui quand son tour est venu, il s'en insurge. Où est le sérieux ?

**Les USA appuient à la fois la Cédéao pour « rétablir l'ordre constitutionnel » (par les armes) tout en envoyant à Niamey la numéro deux de la diplomatie américaine, Victoria Nuland.**

**Après avoir discuté ce 8 août avec les responsables du CNSP, elle rapporte « (qu'ils) comprennent très bien les risques que fait courir à leur souveraineté une invitation de Wagner ». Cette guerre par procuration qui se prépare au Niger apparaît avant tout comme l'expression des rivalités inter-impérialistes pour des positionnements géostratégiques. Comment empêcher cette guerre ?**

C'est effectivement une guerre par procuration, et tout le monde est unanime pour dire que la France est derrière ça. Le Niger, le Nigeria, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, etc, ce sont les mêmes communautés. Vouloir les manipuler pour qu'elles se fassent la guerre, c'est de l'irresponsabilité pour tous ceux qui sont dans ce schéma. Telle est la mission des puissances impérialistes, et la France continue la provocation avec les violations de notre espace aérien.

La France est en train de prendre beaucoup de risques, elle risque de tout perdre en Afrique, je vous assure. Parce que le Niger est fortement soutenu en Afrique par les travailleurs, les jeunes, et des voix de soutien s'élèvent prêtes à riposter par quelque manière que ce soit si le Niger est attaqué.

Cette guerre, s'ils vont la mener, ça va être une guerre dévastatrice parce que ça va déstabiliser toute l'Afrique de l'Ouest, mais aussi la France et l'Europe.

L'Organisation internationale de l'immigration sait qu'il y a des milliers d'immigrés qui sont retenus sur le territoire nigérien. Mais dans une situation de guerre, qui va les retenir ?

Et puis vous ajoutez à cela les conséquences de la guerre sur les populations qui fuiraient la guerre. On ne sait pas où ça va aller, mais ça peut déboucher sur un conflit mondial. Donc, Macron doit faire extrêmement attention.

## NETÉ DU PEUPLE DU NIGER

## Réactions internationales

## « Ce serait une grosse erreur de vouloir combattre nos frères du Niger »

■ Interview d'un membre de la direction de la Ligue des travailleurs et des étudiants sénégalais (LTES), membre de l'EIT

**Le premier parti d'opposition a été dissous, son leader, Ousmane Sonko, est derrière les barreaux et tous les réseaux mobiles sont coupés depuis plus d'une semaine. Quelle est la situation aujourd'hui et pourquoi cet acharnement de Macky Sall contre l'opposition ?**

La politique au Sénégal a connu de grands changements grâce à une nouvelle communication des dirigeants du parti Pastef et de ses alliés dans les différents médias et les réseaux dénonçant tous les maux qui gangrènent la société sénégalaise, ses institutions, le système capitaliste – impérialisme qui est un échec total –, la gestion du développement de notre pays. Le parti a demandé un changement total du système actuel qui seul pourrait résoudre nos multiples problèmes. Un appel que les jeunes cadres et les jeunes notamment ont compris. Le parti Pas-

tef a porté un nouveau projet de société que la plus grande partie de la jeune population s'est approprié, d'où la popularité grandissante du président Ousmane Sonko dans tout le pays. Un parti qui sera très vite structuré et dirigé par de hauts cadres de l'administration et du privé. Une mauvaise surprise pour Macky Sall et sa coalition Benno, Bokk Yakaar (BBY), qui voient venir le désastre et la fin du régime à court terme. Il fallait alors vaillamment trouver un plan pour contrer Ousmane Sonko et son parti. A partir de ce moment, le leader du Pastef commença à connaître les brimades et les vexations de la part des institutions de l'Etat et des leaders de BBY à travers Macky Sall. Cela a radicalisé l'opposition, et en particulier les positions d'Ousmane Sonko, pour faire face ou mourir. Le scénario mis en place a permis d'accumuler différentes

accusations contre le leader Ousmane Sonko qui se présente sur le terrain politique comme chef de l'opposition. Grâce à la détermination de la population et des avocats sénégalais patriotes les complots furent déjoués. Mais pour la majorité présidentielle il faut trouver vite des solutions, d'autant que la pression pour la non-représentation au troisième mandat était forte. Résultat : l'emprisonnement des différents leaders du Pastef et de son président, Ousmane Sonko. Ce dernier refusa de manger les repas de la prison et exigea les repas préparés par sa famille. Devant le refus de l'administration, le leader Ousmane, ne mangeant pas, finit à l'hôpital principal de Dakar. Son parti, le Pastef, fut dissous entre-temps et sa radiation sur la liste nationale fut faite. Un acharnement qui ne plaît pas à ses militants et à la majorité des membres de l'opposition qui exi-

geaient des élections inclusives pour tous, avec Ousmane Sonko.

**Macky Sall soutient les menaces d'intervention militaire de la Cédéao, de l'Union africaine, des USA, de la France... et dit qu'il enverrait les militaires sénégalais se battre contre le Niger. Qu'en pensent le peuple et les travailleurs sénégalais ?**

Au lieu de vouloir rétablir la démocratie au Niger, Macky Sall devrait d'abord nettoyer devant sa porte. Actuellement, le Sénégal détient des centaines de détenus innocents et des membres de Pastef. Les libertés d'expression et d'opinion sont baïllonnées, d'autant que les arrestations continuent, dont on ignore les causes réelles. La population reste déterminée et cela se traduira dans les urnes si les élections de 2024 se maintiennent. Et du fait du retrait contraint de Macky Sall pour

briguer un troisième mandat, on semble chercher dans l'opposition et dans BBY des candidats susceptibles de défendre le régime et le système capitaliste.

Il est clair que le président de la République actuel a renoncé à son troisième mandat du fait de la forte pression de l'opposition sénégalaise et de sa diaspora, malgré le désir de la France et ses alliés du capitalisme de le revoir à la tête de l'Etat sénégalais. Macky Sall est un ami de la France et de l'impérialisme européen dont il défend les intérêts. Son obstination pour rétablir la démocratie au Niger en envoyant les militaires sénégalais combattre la junte est le choix de la France et de ses alliés qui voient leurs intérêts menacés. La population sénégalaise est totalement contre cette intention de Macky Sall. Ce serait une grosse erreur de vouloir combattre nos frères du Niger. ■

## Soutien et solidarité au Niger

■ Communiqué du Parti socialiste d'Azanie (Sopa), Azanie – Afrique du Sud

**L**e Parti socialiste d'Azanie (Sopa) suit avec un vif intérêt les développements au Niger et comment l'impérialisme, dirigé par le gouvernement français qui exploite et sape depuis des décennies la souveraineté de toutes les anciennes colonies de la région, les oblige à payer pour avoir été colonisées par eux. Il contrôle et anéantit leurs économies en les forçant à lui céder leurs réserves.

Aujourd'hui, le Niger a décidé d'expulser l'impérialisme en destituant un président pro-français, en expulsant toutes les forces militaires françaises et en révoquant tous les intérêts impérialistes au Niger. Nous apportons tout notre

soutien et notre solidarité au Niger et à son peuple. Nous nous opposons à toutes les tentatives visant à saper ces avancées positives. Le Niger appartient à son peuple et toutes les richesses de son sol et de son sous-sol doivent servir les intérêts de ses citoyens.

Il en va de même pour la poussée révolutionnaire au Mali et au Burkina Faso. Depuis trop longtemps, l'impérialisme français est habilement épaulé par l'impérialisme américain qui coordonne souvent l'impérialisme au niveau mondial.

Nous nous opposons résolument à toute tentative de revenir sur les acquis des peuples du Niger, du Mali et du Burkina Faso. ■

## « Inconditionnellement aux côtés du peuple du Niger »

■ Déclaration de Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs, Algérie

**L**es développements au Niger, notre voisin et pays frère avec qui nous partageons environ 1 000 km de frontières, ainsi que des questions historiques, économiques et même sur le plan identitaire, nous mettent dans une position d'alerte extrême. S'il est normal que l'Assemblée nationale populaire et les institutions civiles soient mobilisées face au danger, le peuple également est concerné. La menace d'intervention militaire étrangère au Niger est l'élément majeur qui caractérise la situation dans notre région et au-delà. En effet, par-delà les impacts dévastateurs, sur le plan humain et matériel, qu'une telle intervention entraînerait au Niger, dans la région du Sahel et sur l'ensemble du continent africain, déjà en proie à de multiples conflits armés dont la Libye, le Soudan, l'Ethiopie...

Alors que le Sénégal sombre dans une crise politique sans précédent à l'occasion des présidentielles, mais cela n'empêche pas le gouvernement sénégalais de prendre part à la menace contre le Niger, une telle intervention aggraverait la migration déjà tragique, ainsi que le terrorisme qui ensanglante plusieurs pays du Sahel, à commencer par le Niger même, et constitue une menace directe pour notre sécurité nationale. En 2011, le PT et l'UGTA avaient organisé, à Alger, une conférence internationale d'urgence contre les guerres d'intervention militaire étrangère, de dislocation et de pillage, en défense du Mali qui était la cible, en défense du continent africain. La Libye venait d'être plongée dans un chaos sanglant, suite à l'intervention militaire française et britannique. La conférence a réuni des organisations syndicales et politiques opposées aux interventions militaires étrangères, au pillage impérialiste

des ressources des peuples de tout le continent africain, d'Europe, des USA, d'Asie, du Moyen-Orient, etc. Nous le savons : les enjeux qui sous-tendent la volonté des impérialismes US et UE d'intervenir militairement au Niger n'ont rien avoir avec la légitimité constitutionnelle, pas plus que ne l'avaient été la démocratie et les droits de l'homme pour justifier les interventions militaires criminelles en Libye, Irak, Afghanistan, au Yémen, etc.

Il s'agit, exclusivement, pour les impérialismes US et UE d'assurer la poursuite du pillage des richesses du Niger, alors que le peuple nigérien est privé des conditions élémentaires de vie, plongé dans la misère, et il s'agit également d'imposer le maintien au Niger d'une présence militaire étrangère multinationale. Alors nous le disons clairement : nous sommes fondamentalement opposés à toute forme d'ingérence extérieure dans les affaires internes du Niger, à toute intervention militaire étrangère.

C'est au peuple nigérien et à lui seul de décider de son sort et donc du sort de son pays, car c'est lui, exclusivement, qui accorde la légitimité et est habilité à la retirer s'il le juge nécessaire, en défense de ses intérêts propres, considérant qu'il est l'unique détenteur de la souveraineté.

Nous sommes inconditionnellement solidaires du peuple nigérien et dénonçons avec force les sanctions criminelles qui lui ont infligées par la Cédéao sur ordre de l'impérialisme. Honte à ces gouvernements et ces régimes qui ont affiché leur agressivité à l'égard du peuple du Niger et leur vassalité à l'égard de l'impérialisme, honte à eux ! Ne feraient-ils pas mieux de résoudre les énormes problèmes et difficultés dans lesquels se débattent leurs pays respectifs et qui sont à l'origine des souffrances

insoutenables de leurs peuples ? Le gouvernement ivoirien a-t-il oublié le désastre sanglant qu'a vécu la Côte d'Ivoire suite à l'intervention étrangère ? Ignorent-ils qu'une guerre contre le Niger impacterait directement sur leurs propres pays déjà exsangues ?

Salut au peuple nigérien mobilisé en défense de son pays !

Nous saluons les prises de position contre l'intervention militaire émanant des partis, organisations populaires et du Sénat au Nigeria, dont le gouvernement belliqueux est à la tête de la Cédéao et du cartel de gouvernements enrôlés par l'impérialisme contre le Niger.

Alors que le Nigeria, premier pays producteur et exportateur de pétrole en Afrique, est plongé dans un désastre économique et social épouvantable et dévasté par un terrorisme (Boko Haram) des plus sauvages.

Nous saluons les positions des centrales syndicales et des peuples de la sous-région, à commencer par les pays membres de la Cédéao et dont les gouvernements se sont rangés sous la bannière de l'impérialisme ainsi que celles émanant des pays africains en général. Nous partageons la position contre l'intervention militaire étrangère en défense du Niger contre l'impérialisme de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), fondée en janvier 1991 sur la base d'un manifeste contre la guerre et l'exploitation à la veille de l'agression trentenaire contre l'Irak et la déclaration contre l'intervention étrangère et en solidarité inconditionnelle avec le peuple du Niger émanant des syndicats et partis africains, membres du Comité international de liaison et d'échanges (Cilé) créé en 2017 à Alger à l'issue de la 8<sup>e</sup> Conférence mondiale ouverte de l'EIT.

Alger, le 9 août 2023 ■



Manifestation devant la base militaire française de Niamey, au Niger, le 11 août.

AFP